La physionomie du marché

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le marché singapourien des actifs numériques est restreint par le nombre d'entreprises agréées et considérable par le poids des institutions qui les soutiennent. La Suisse compte plusieurs centaines d'entreprises crypto affiliées à des organismes d'autorégulation et une douzaine titulaires d'une autorisation de la FINMA. À la mi-2026, Singapour comptait quelques dizaines de titulaires de licences de services de paiement pour des digital payment token services (services de jetons de paiement numériques), une poignée de titulaires d'une Capital Markets Services Licence (licence CMS) actifs dans les jetons et trois banques nationales menant leurs propres programmes de tokenisation. Cette population est réduite parce que la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) accorde ses licences lentement et refuse souvent, comme l'a expliqué le chapitre II. Elle pèse lourd parce que les entreprises qui ont passé le cap sont les grands noms mondiaux, parce que les banques et les fonds souverains participent au marché et parce que la MAS elle-même conduit le plus vaste programme de tokenisation de tous les régulateurs.[1]

Le praticien doit lire ce marché en gardant à l'esprit la structure des licences. Une entreprise qui se présente comme une « plateforme d'échange singapourienne » peut détenir une licence de major payment institution, une licence de standard payment

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

institution, un accord de principe, une exemption au titre des dispositions transitoires de 2024, une licence CMS pour une autre activité ou rien du tout. Le Financial Institutions Directory de la MAS recense chaque titulaire par nom et par type de licence, tandis que l'Investor Alert List désigne les entreprises que la MAS soupçonne d'opérer sans licence. Consulter les deux prend cinq minutes et constitue le premier acte de due diligence à l'égard de toute contrepartie singapourienne.

Liste de contrôle

Avant que votre client ne dépose des avoirs auprès d'une entreprise singapourienne d'actifs numériques, ne contracte avec elle ou n'y investisse, vous devriez établir les points suivants. - L'entité juridique exacte, d'après le registre BizFile de l'ACRA (l'autorité d'enregistrement des sociétés), avec son unique entity number. - Si cette entité figure dans le Financial Institutions Directory de la MAS, au titre de quelle loi et pour quels services, et si la licence est définitive ou s'il s'agit d'un accord de principe. - Si l'entité ou l'une de ses sociétés liées figure sur l'Investor Alert List de la MAS. - Si les services que votre client utilisera relèvent des activités autorisées, car une licence pour la négociation de digital payment tokens ne couvre pas la conservation de jetons constituant des produits des marchés de capitaux. - Si l'entité est la partie contractante selon les conditions générales ou seulement la filiale locale d'un opérateur offshore, une distinction qui a déterminé le sort des clients de plusieurs faillites de 2022 (Partie J, chapitre V).

Notes

1. MAS, Financial Institutions Directory (registre consultable des titulaires par type de licence, y compris les titulaires de licences de services de paiement autorisés pour le « digital payment token service »), consulté pour la période allant jusqu'à juin 2026 ; le nombre exact de titulaires évolue chaque mois. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com